

Il est temps de se réveiller – Nous votons le 21 mai

Nous allons voter le 21 mai un nouvel arrêté fédéral modifiant les articles de la Constitution sur la formation. L'article est sobre, attentif à ne pas titiller les sensibilités cantonales. Il soulève pourtant toute la question de l'enseignement de la première langue étrangère à l' cole primaire.

La votation du 21 mai ne déchaîne pas les passions en Suisse romande. Il semble que le oui l'emporte pour deux raisons: les frontières éducatives entre les cantons vont s'estomper et avec elles les tracasseries des d m nements, la qualité de l'enseignement va s'améliorer car la Confédération pourra agir sur les structures et les contenus de l' cole obligatoire. Les sondages révèlent que plus de 70% des Romands sont favorables à une  cole unifiée. Seule la Ligue vaudoise, un mouvement fédéraliste, s'insurge contre cette * cole fédérale* qui se construira sans tenir compte des *sensibilités romandes*. Les oppositions parlementaires viennent des deux extrémités de l'échiquier politique: Oskar Freysinger (UDC) et Josef Zisyadis (PC). Le premier, enseignant à Savièse, redoute une baisse de la qualité, «le Valais ne veut pas arriver aussi bas que le canton de Vaud» (24 Heures, 15/2/2006). Le second estime que le système de formation devrait être centralisé et ne dépendre que de la Confédération.

Un nouvel article constitutionnel parti de deux initiatives parlementaires

Le nouvel arrêté est l'aboutissement d'un long processus de tractations mené essentiellement par les parlementaires de droite et de gauche face à un Conseil fédéral très réticent à s'engager dans une voie centralisatrice. Tout est parti de l'initiative parlementaire de Hans Zbinden (PS/AG) du 30 avril 1997 et, plus tard, de celle de Reto Plattner (PS/BS) du 2 octobre 2003. La première exigeait un nouvel article constitutionnel sur l'éducation afin que la Confédération puisse créer un *espace éducatif suisse homogène et d'un haut niveau de qualité*. La seconde demandait, elle aussi, la rédaction d'un nouvel article constitutionnel mais dans le secteur des hautes écoles. Finalement, les deux initiatives furent traitées parallèlement et aboutirent à la rédaction d'un seul article qui vise à contraindre la Confédération et les cantons à coordonner leur action et à coopérer, de l' cole primaire aux hautes écoles (universités et HES). La Confédération pourra aussi *fixer les principes applicables à la formation continue*. Economiesuisse, la Fédération des entreprises suisses, soutient ces nouvelles dispositions car elles vont renforcer la compétitivité du système de formation helvétique sur le grand marché mondialisé de l' ducation.

Un périple difficile semé d'embûches

Le Conseil national a accepté l'initiative Zbinden le 24 juin 1998 (91 oui, 39 non, 1 abstention) et l'a transmise à sa Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC). Le projet d'un nouvel article constitutionnel n'aboutit que huit ans plus tard car il se heurta aux sensibilités cantonales et aux fortes réticences du Conseil fédéral. Celui-ci proposait, en octobre 1999, le rejet de l'initiative car elle empiétait sur les souverainetés cantonales. Le premier projet d'article constitutionnel proposé par la CSEC du Conseil national essuya, en 2001, le double refus de la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) et de la CSEC du Conseil des  tats. Ces deux instances estimaient que la Confédération serait dotée de trop vastes compétences. Finalement, la CDIP se joignit aux travaux des commissions parlementaires et l'on fit appel à un expert extérieur, le professeur Bernhard Ehrenzeller de l'Université de Saint-Gall.

Le nouveau texte proposé par ce juriste émérite reformulait tous les articles de la Constitution fédérale ayant trait à la formation (art. 62 à 67). Après quelques tribulations, le projet fut examiné le 5 octobre 2005 par le Conseil national et le 6 décembre 2005 par le Conseil des  tats et adopté le 16 décembre 2005 par l'Assemblée fédérale à la quasi-unanimité.

Une harmonisation de tout le système de formation

Le nouvel article 62 sur l'instruction publique prévoit que la Confédération légifère si les cantons ne parviennent pas à s'entendre sur l'âge d'entrée à l' cole obligatoire et la durée de celle-ci, sur les objectifs des divers niveaux de formation et les passerelles de l'un à l'autre ainsi que sur la reconnaissance des diplômes. La Constitution prévoit donc un devoir de collaboration entre les cantons. De plus, au nom du principe de subsidiarité, la Confédération peut intervenir si la coordination intercantonale échoue. Jamais on n'est all  aussi loin.

Les hautes écoles sont aussi concernées par les nouveaux articles constitutionnels (art 63). Aujourd'hui, la Confédération gère les deux écoles polytechniques. Elle est aussi responsable des hautes écoles spécialisées (HES). Le projet prévoit de lui attribuer une compétence subsidiaire si les cantons et la Confédération ne parviennent pas à mettre en œuvre des politiques communes. La future loi cadre sur les hautes écoles prévoit la création d'organes communs chargés de piloter et de coordonner le système de formation tertiaire soit celui des écoles polytechniques, des universités et des HES. Il s'agira d'harmoniser les niveaux d'études, de contrôler la qualité des formations et de la recherche, de planifier des stratégies nationales et de définir des principes de financement. On envisage la création d'une Conférence des collectivités (Confédération et cantons) chargée de définir une nouvelle répartition de l'offre de formation entre les institutions. Dernier secteur visé: la formation continue. La Confédération pourra édicter des réglementations sur la qualité, sur la reconnaissance des diplômes et sur les procédures d'accréditation. Les nouveaux articles traitent donc de tout le système de formation de l' cole obligatoire aux hautes écoles en passant par les filières générales et professionnelles du secondaire II. Ils ont l'ambition de promouvoir une plus grande et plus active coordination entre les cantons.

Succès garanti?

Il semble que le oui l'emportera le 21 mai. Ce serait un immense succès après plus d'un siècle et demi d'échecs répétés dans la voie de la centralisation. Les sondages indiquent que la population suisse en a assez des particularismes cantonaux et souhaite une harmonisation des vingt-six systèmes éducatifs. Les partisans du oui de Suisse alémanique sont toutefois inquiets car ils redoutent que les débats ne se cristallisent sur la question de l'enseignement des langues. En effet, quatorze cantons ont fait le choix de l'anglais dès la 3e année (excepté Zurich 2e année). De plus, de nombreux parents et enseignants s'élèvent contre l'introduction de deux langues à l' cole primaire, soit contre l'apparition du français en 5e année. Ils veulent repousser son apprentissage en 7e année, au degré secondaire I. Des initiatives populaires ont abouti dans les cantons de Zurich, de Thurgovie,

de Zoug et de Schaffhouse. Ce dernier canton a refusé, le 26 février 2006, l'initiative pour une seule langue à l'école primaire. Les habitants des cantons de Zoug et de Thurgovie se prononceront le 21 mai 2006 en même temps que les votations fédérales, Zurich en 2007. Regine Aepli, cheffe de l'instruction publique du canton de Zurich, est favorable à l'apprentissage du français à l'école primaire. Elle a déclaré que tout le monde serait

perdant si l'initiative passait la rampe car la Confédération imposerait l'apprentissage de la première langue nationale (Le Temps 13/01/2006). Elle n'a sans doute pas tort. Prudente, la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national a décidé d'attendre la votation du 21 mai avant de reprendre ses travaux concernant la loi sur les langues.

